



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria  
Du 15 au 19 Juillet 2024

### LE CHIFFRE A RETENIR

+7%

L'augmentation salariale des  
employés municipaux du secteur  
de l'eau en Afrique du Sud -  
*BusinessDay*

### Zoom sur : Cyril Ramaphosa entame son second mandat (*Republic of South Africa*)

A l'occasion de l'ouverture du Parlement, le 18 juillet, date symbolique du Mandela Day, le Président Ramaphosa a prononcé un discours détaillant les priorités du nouveau gouvernement d'union nationale (GNU).

Ce discours de politique générale s'est concentré sur les enjeux économiques, selon trois axes majeurs issus du « programme minimal » de travail validé par l'ensemble du GNU: (i) la croissance inclusive et la création d'emplois, (ii) la réduction de la pauvreté et du coût de la vie, et (iii) la construction d'une administration compétente et éthique. Sur le premier volet, le Président a insisté sur la poursuite des réformes économiques et l'investissement dans les infrastructures *via* des partenariats publics privés, notamment dans le cadre du *Just Energy Transition Plan*. D'autres réformes, comme celle facilitant la délivrance de *visas professionnels*, devraient être mise en place dans la seconde phase de l'opération *Vulindlela*. Sur le plan de l'emploi, il souhaite également pérenniser les programmes de créations d'emplois comme le *Presidential Employment Stimulus*, et l'*Expanded Public Works Programme*, tandis que le modèle *BEE (Broad-Based Black Economic Empowerment)* ne devrait pas être modifié. Le président a aussi évoqué la mise en place d'un nouveau modèle de gestion des entreprises publiques à travers une agence des participations, qui pourrait être couplée à la création d'un fonds souverain. Le gouvernement souhaite également poursuivre la réforme de l'assurance santé nationale (NHI) pour réduire la pauvreté, bien que ce sujet divise la coalition, mais aussi étendre le panier de biens exonérés de la TVA et accélérer la réforme agraire. Enfin, pour améliorer les services publics de base, une réforme des municipalités est présentée comme nécessaire pour assurer le développement du pays alors que celles-ci connaissent de graves difficultés.

## Sommaire :

### Afrique du Sud

- Le principal syndicat des employés municipaux obtient une augmentation salariale de 7% pour le secteur de l'eau (*BusinessDay*)
- Le Ministre des Finances alerte le Parlement de l'augmentation du déficit (*Treasury*)
- La Banque centrale laisse son taux directeur inchangé (*SARB*)
- Le FMI laisse ses prévisions de croissance inchangées (*FMI*)

### Angola

- L'Angola est le deuxième producteur de diamants en Afrique et le quatrième au monde (*Expansao*)
- L'exécutif augmente le salaire minimum mensuel à 70 000 AOA, soit 72 EUR (*Correiokianda*)
- Le Président de la République autorise la privatisation partielle des actions détenues dans la Standard Bank Angola.

### Botswana

- Le FMI révisé ses perspectives de croissance de 3,6% à 1% pour 2024 (*FMI*)

### Zambie

- La pauvreté infantile augmente depuis 2015 (*Zamstats/UNICEF*)

# Afrique du Sud

## Le principal syndicat des employés municipaux obtient une augmentation salariale de 7% pour le secteur de l'eau (*BusinessDay*)

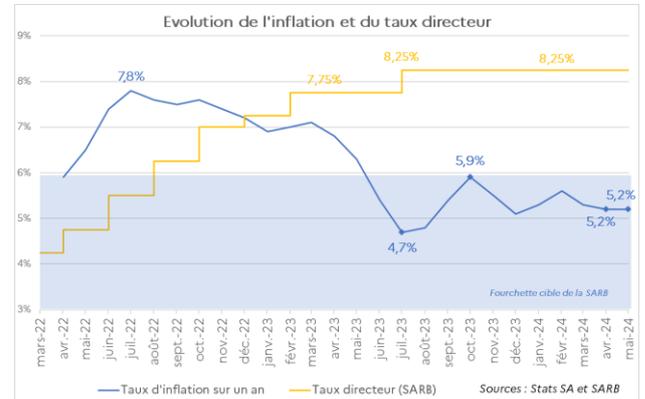
Le 11 juillet, le syndicat des employés municipaux sud-africains (SAMWU) et sept régies des eaux et assainissement se sont accordées sur une augmentation salariale de 7% pour les travailleurs municipaux du secteur de l'eau. Cet accord, effectif rétroactivement à partir du 1<sup>er</sup> juillet et valable jusqu'au 30 juin 2025, auquel s'ajoute une hausse de la subvention logement à 3700 ZAR par mois (+200 ZAR) et une augmentation du nombre de congés annuel à 30 jours par an, doit stabiliser le secteur de l'eau. En effet, ces sept régies gèrent 95% de l'approvisionnement en eau du pays, secteur qui fait face à des difficultés financières importantes, avec une dette des municipalités envers les régies qui s'élevait à 16,7 Mds ZAR (chiffre datant de mai 2023). Alors que le SAMWU représente 160 000 des 300 000 employés et que les négociations pour l'ensemble des employés des 257 municipalités du pays ont démarré le 15 juillet, cette revalorisation salariale pourrait servir de « jurisprudence » pour l'ensemble des travailleurs municipaux. Supérieure au taux d'inflation enregistré en avril et mai (5,2%), cette augmentation risque de grever le budget de l'état et de contribuer aux pressions inflationnistes, si le taux de 7% était généralisé.

## Le Ministre des Finances alerte le Parlement de l'augmentation du déficit (*Treasury*)

Le 17 juillet, à l'occasion de la présentation du budget du Trésor dans le cadre du vote du budget, le ministre Enoch Godongwana a rappelé les difficultés budgétaires que traverse l'Afrique du Sud depuis 2012. La hausse continue des déficits publics des dernières années a conduit la dette publique à dépasser 5 000 Mds ZAR (soit plus de 70% du PIB). En parallèle, le service annuel de la dette s'alourdit à plus de 380M ZAR pour l'exercice en cours. Ces dépenses entraînent un effet d'éviction sur les autres besoins du gouvernement. Le Ministre a rappelé les objectifs de réduction du déficit

public à 3,4% du PIB pour 2026/27 et de stabilisation de la dette en stabilisant le ratio de coût du service de la dette en pourcentage des revenus de l'état (autour de 21%).

## La Banque centrale laisse son taux directeur inchangé (*SARB*)



Le comité de politique monétaire de la Banque centrale sud-africaine (South African Reserve Bank – SARB) a décidé, à quatre voix contre deux, de maintenir son taux directeur à 8,25% lors de sa réunion du 18 juillet. Cette décision intervient alors que l'inflation des prix à la consommation (IPC) s'est stabilisée 5,2% sur un an au mois de juin, dans le haut de la fourchette cible de l'inflation fixée par la banque centrale (3-6%) et que plusieurs banques centrales ont assoupli leur politiques monétaires (zone euro, Canada, Suisse). La banque centrale sud-africaine prévoit désormais une inflation moyenne de 4,9% pour 2024 (contre 5,1% lors du dernier comité). L'objectif d'une inflation à 4,5% devrait être atteint au cours des prochains trimestres. Cette dynamique positive est liée à la baisse des prix mondiaux des carburants et des denrées alimentaires, renforcée par l'appréciation du rand. A l'inverse, l'indicateur reste élevé pour les services et l'inflation pourrait rebondir aux mois de juillet et d'août avec la révision à la hausse des prix administrés. En parallèle, les anticipations d'inflation des acteurs économiques continuent de diminuer mais atteignent 5% pour l'année 2025 exerçant ainsi une pression à la hausse sur l'indicateur. A noter que l'institution a mis à jour ses perspectives de croissance du PIB pour 2024 à 1,1%, (soit -0,1 point depuis mai). Le prochain comité se tiendra le 19 septembre, pour lequel les acteurs économiques anticipent une baisse légère des taux.

## **Le FMI laisse ses prévisions de croissance inchangées (FMI)**

Le 16 juillet, le FMI a publié une mise à jour partielle de son *World Economic Outlook*, actualisant les prévisions de croissance de plusieurs grandes économies développées et émergentes. Dans ce cadre, le FMI a laissé inchangées ses prévisions de croissance pour l'Afrique du Sud à 0,9% pour l'année 2024 et 1,2% pour 2025. A noter que les anticipations pour l'Afrique sub-saharienne ont été revues respectivement à 3,7% (-0,1 point) et 4,1% (+0,1 point) reflétant les dynamiques du Nigéria. Le rapport met notamment en avant le défi pour les banques centrales d'ajuster leurs taux directeurs alors que la dynamique de ralentissement de l'inflation s'essouffle, avec la hausse des prix des services. Si le prix des produits pétroliers devrait diminuer, le prix du reste des matières devrait augmenter. De plus, les risques de pressions à la hausse se renforcent rendant difficile la normalisation des politiques monétaires. Ainsi, les taux d'intérêt pourraient donc se maintenir à des niveaux élevés plus longtemps qu'attendu.

## Angola

### **L'Angola est le deuxième producteur de diamants en Afrique et le quatrième au monde (Expansao)**

Selon le journal *Expansao*, l'Angola se classe en 2023 comme le second producteur de diamant du continent et le quatrième mondial avec 9% de la production mondiale (soit 9,8 M de carat) derrière la Russie (33% de la production mondiale), le Botswana (23%) et le Canada (14%). L'Angola pourrait se hisser à la troisième place dès 2024, porté par la montée en puissance de la mine de Luele qui devrait devenir la plus grande mine de diamants à ciel ouvert d'Angola, dépassant Catoca, et l'une des principales au monde. A noter que les difficultés du secteur du diamant liée à la baisse de la demande et des prix se reflètent dans la baisse de la production de 7,6% en volume et de 20% en valeur. Pour l'Angola, les exportations de diamants ont atteint 1,5 Md USD, soit une baisse de 4,6% en valeur 2022, mais en augmentation de 14

% en volume. Les pierres angolaises sont principalement vendues aux Emirats Arabes Unis et en Belgique. Le diamant représentait 4,6 % des recettes d'exportations de l'Angola en 2023 tandis que le poids du secteur minier (principalement diamantifère) dans le PIB n'est que de 1,4 %.

### **L'exécutif augmente le salaire minimum mensuel à 70 000 AOA, soit 72 EUR (Correiokianda)**

Le 17 juillet, l'exécutif a approuvé par décret présidentiel l'augmentation du salaire minimum national de 35 000 AOA (36 EUR) à 70 000 AOA (soit 72 EUR). Cette mesure prendra effet à partir de septembre 2024 et prévoit l'augmentation du salaire minimum à 100 000 AOA (soit 102 EUR) l'an prochain. Une exception est toutefois prévue pour les micro-entreprises et les start-ups qui pourront verser à leurs employés un minimum de 50 000 AOA (51 euros). De plus, une clause spécifique pour les entreprises n'ayant pas une capacité financière suffisante pour accorder le salaire national minimum est également prévue: celles-ci peuvent solliciter auprès du ministère du travail une autorisation temporaire de paiement de salaires inférieurs au niveau minimum fixé par l'Etat. Cette décision promeut la hausse du pouvoir d'achat des angolais alors que le pays présente d'importantes disparités salariales: les salaires sont plus élevés dans le secteur pétrolier alors que dans l'agriculture et les services ils sont bien plus modestes.

### **Le Président de la République autorise la privatisation partielle des actions détenues dans la Standard Bank Angola (Novo Jornal)**

Selon *Novo Jornal*, le Président de la République a autorisé par ordonnance présidentielle la privatisation, d'une partie des actions détenues au sein de la *Standard Bank Angola*. Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme de privatisation (PROPRIV) de l'Angola étendu pour une deuxième phase de 2023 à 2026 via le décret présidentiel du 28 mars 2023. L'Etat souhaite céder 34% des 49% des parts qu'il détient de la *Standard Bank*, dont 24% vendu à un actionnaire partenaire et 10%

via une introduction en bourse. D'autres entreprises sont concernées par ce processus de privatisation: la compagnie d'assurance ENSA, la bourse angolaise (Angolan Debt and Securities Exchange - BODIVA) et l'entreprise de télécommunications Unitel.

## Botswana

### **Le FMI révisé ses perspectives de croissance de 3,6% à 1% pour 2024 (FMI)**

Le 12 juillet, à l'issue de sa mission dite « Article IV », le FMI a publié ses premières conclusions. L'institution constate les difficultés traversées par le secteur du diamant et du secteur minier en général, suite à la baisse mondiale de diamant. Les perspectives de croissance du pays sont révisées à 1% pour 2024, contre 3,6% précédemment (World Economic Outlook d'avril 2024) alors que la baisse de production de diamants est partiellement compensée par les projets de constructions gouvernementaux. Après une croissance de 5,5% en 2022 et 2,7% en 2023, le Botswana devrait enregistrer une croissance inférieure à son potentiel de long terme (estimé à 4%). Selon l'institution financière internationale, l'inflation qui avait atteint 14,7% en août 2022 devrait rester faible et se maintenir dans la fourchette cible de la banque centrale (3-6%). Cette dynamique s'explique par l'absence de pressions inflationnistes significatives et ce, malgré la baisse des 0,5 points du taux directeur depuis décembre 2023. La baisse des royalties minières et la politique d'investissement ambitieuse du gouvernement depuis 2023/24 devrait entraîner un élargissement du déficit fiscal à 6% du PIB pour l'exercice en cours 2024. La dette publique devrait rester contenue à 20% du PIB. En parallèle, avec une nouvelle baisse des exportations de diamants cette année, le FMI prévoit une dégradation du compte courant après la bonne performance de 2023 soutenue par les niveaux élevés des recettes de l'union douanière. L'institution rappelle l'importance du développement du secteur privé pour l'accélération de la croissance et la création d'emplois ainsi que les gains en efficacité du secteur public.

## Zambie

### **La pauvreté infantile augmente depuis 2015 (Zamstats/UNICEF)**

Le 17 juillet, l'agence nationale de statistique zambienne, en partenariat avec l'UNICEF, a publié son rapport sur la pauvreté infantile (*Child Poverty Report 2023*). Le rapport cherche à mesurer le bien-être des enfants à travers sept dimensions: la nutrition, la santé, l'éducation, le logement, l'eau, l'assainissement et l'accès à l'information. Selon les résultats publiés, 11% des enfants satisfont à tous les critères de bien-être en 2022. Si on regarde la pauvreté « multidimensionnelle », 70,6% des enfants âgés de 0 à 17 ans atteignent des niveaux insatisfaisants dans au moins deux des dimensions et 28,9% dans au moins quatre dimensions. La pauvreté s'est donc accentuée depuis 2015 où les chiffres atteignaient respectivement 66,5% et 25,5%. Si l'âge et le sexe n'influencent pas significativement les niveaux de bien-être, la géographie renforce les manquements. Les enfants vivant en zone rurale sont plus touchés par les difficultés bien qu'on assiste à une hausse de la pauvreté dans les zones urbaines (+9,5 points) qui a porté la hausse de la pauvreté totale depuis le dernier rapport de 2015. Parmi les enfants qui ne satisfont pas à toutes les dimensions, les critères les plus récurrents sont principalement la santé (66,4%), l'hygiène (62,6%) puis l'éducation (35,7%).

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	18/07/2024	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier
<b>Afrique du Sud</b>	18,2 ZAR	-0,9%	0,4%	-1,4%	0,4%
<b>Angola</b>	871,5 AOA	0,0%	-2,3%	-5,4%	-4,9%
<b>Botswana</b>	63,2 BWP	-78,8%	-78,7%	-79,4%	-79,0%
<b>Mozambique</b>	13,4 MZN	372,6%	372,6%	372,6%	-78,8%
<b>Zambie</b>	25,8 ZMW	-2,0%	0,4%	-25,2%	0,2%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2024)

	Fitch		Moody's		S&P	
	Note	Dernier changement	Note	Dernier changement	Note	Dernier changement
<b>Afrique du Sud</b>	<b>BB-</b> stable (-3)	Jan 2024	<b>Ba2</b> stable (-2)	Avr 2022	<b>BB-</b> stable (-3)	March 2023
<b>Angola</b>	<b>B-</b> stable (-6)	Dec 2023	<b>B3</b> positive (-6)	Oct 2022	<b>B-</b> stable (-6)	Fev 2022
<b>Botswana</b>	<b>BBB+</b> stable (+2)	Mar 2024	<b>A3</b> stable (+4)	Avr 2021	<b>BBB+</b> stable (+3)	Sept 2021
<b>Eswatini</b>	<i>nd</i>	<i>nd</i>	<b>B3</b> positive (-6)	Dec 2023	<i>nd</i>	<i>nd</i>
<b>Lesotho</b>	<b>B</b> stable (-5)	juil-23	<i>nd</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>
<b>Malawi</b>	<i>nd</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>
<b>Mozambique</b>	<b>CCC+</b> n/a (-7)	Fev 2024	<b>Caa2</b> stable (-8)	Sept 2023	<b>CCC+</b> stable (-7)	Nov 2019
<b>Namibie</b>	<b>BB-</b> stable (-2)	Jun 2022	<b>B1</b> positive (-4)	Avr 2024	<i>nd</i>	<i>nd</i>
<b>Zambie</b>	<b>SD</b> (-11)	Dec 2024	<b>Ca</b> (-10)	Avr 2020	<b>SD</b> n/a (-12)	Oct 2020
<b>Zimbabwe</b>	<i>nd</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda

[leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr](mailto:leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr), [nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : [leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr](mailto:leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr)